

Haïti

L'esclave noir du riz blanc

Le prix du précieux grain risque encore de conduire à des émeutes de la faim ce printemps. Avec 10 millions d'habitants à nourrir, Haïti doit-il continuer à dépendre du riz américain ou plutôt subventionner l'agriculture locale?

par Nicolas Mesly

Chaque jour, au lever du soleil, des dizaines de silhouettes émergent des camps improvisés un peu partout dans Port-au-Prince. Ces gens désœuvrés se répandent dans les rues de la capitale dévastée par le séisme de janvier 2010 comme des fourmis noires, avec un seul objectif: trouver à manger. Car contrairement à ceux qui vivent dans des camps supervisés par des ONG, ces sinistrés ne touchent pas d'aide alimentaire.

Ils ne sont pas les seuls à crever de faim dans ce pays où la majorité des habitants gagnent moins de deux dollars par jour. La flambée actuelle du prix mondial des denrées rend la situation explosive dans cet État, qui importe 60 % de son alimentation, 80 % de son riz. Trois millions d'Haïtiens parmi les plus pauvres du pays, dont environ 900 000 dans la capitale, auront besoin d'assistance alimentaire d'ici mai, prévient la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), un observatoire installé à Port-au-Prince et financé par de grandes organisations, comme la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM).



Le nouveau président d'Haïti, l'ex-chanteur Michel Martelly.

Le petit grain blanc, consommé chaque jour par 10 millions d'Haïtiens, est passé de 1,10 \$ le kilo en 2008 à 1,50 \$ en janvier dernier dans les marchés de Port-au-Prince. « Le prix du riz est de 30 % plus élevé qu'en 2008 ! Si l'État ne prend pas certaines dispositions, nous prévoyons d'autres émeutes de la faim », souligne

Pierre Gary Mathieu, coordonnateur de la CNSA. En 2008, les émeutes avaient fait 5 morts et 200 blessés...

Selon tous les experts rencontrés, Haïti gagnerait à augmenter sa propre production de riz, qui ne comble actuellement que 20 % des besoins, alors que le pays était presque autosuffisant dans les années 1980. En coulisse, certains accusent Port-au-Prince de trouver plus facile de continuer à importer du riz américain et, à chaque crise, de compter sur l'aide humanitaire, plutôt que de réformer l'agriculture.

Riz et politique sont intimement liés au pays de Toussaint Louverture. « C'est Jean-Claude Duvalier qui a ouvert la porte aux importations de riz, au début des années 1980, pour favoriser les commerçants de sa famille », explique Philippe Mathieu, directeur d'Oxfam-Québec, en poste à Port-au-Prince. « Par la suite, il y a eu la libéralisation des marchés, au milieu des années 1980. Le but était de nourrir à peu de frais les travailleurs des usines américaines de textile et de biens électroniques du »





parc industriel de Port-au-Prince. C'est une entente entre les présidents Clinton et Aristide qui a ouvert toutes grandes les vannes de ce commerce», poursuit Philippe Mathieu.

Destitué par un coup d'État, en 1991, Jean-Bertrand Aristide est remis au pouvoir par l'administration Clinton en 1994. En échange, le président «Titid» abaisse la taxe d'importation du riz américain de 50 % à seulement 3 % — elle est de 38 % dans le reste de la communauté caribéenne (CARICOM).

Dès lors, le riz américain inonde Haïti. Cette conquête se fait sur fond de lutte inégale entre riziculteurs haïtiens et américains. À lui seul, Riceland Food, l'un des deux plus importants exportateurs de riz en Haïti, avec American Rice, a engrangé plus de 554 millions de dollars de subventions de l'État américain de 1995 à 2009, rapporte l'Environmental Working Group (EWG), de Washington.

Ces subventions, combinées à la réduction draconienne de la taxe d'importation, font que le riz américain se vend de 30 % à 50 % moins cher que le riz haïtien. Si bien que la production locale a périclité.

«Le prix de dumping du riz américain sabote notre gagne-pain! Nous n'avons pas d'argent pour envoyer nos enfants à l'école ou pour payer un médecin quand nous sommes malades», m'explique Maurice Estimable, un gaillard haut de deux mètres, à la démarche souple de panthère.

Je suis dans la vallée de l'Artibonite, le grenier alimentaire d'Haïti, située à environ trois heures de route de Port-au-Prince. C'est d'ici que provient 80 % du riz haïtien. Aux abords d'une rizière, je rencontre une dizaine de producteurs, qui font partie d'un programme d'intensification de la production de riz, financé par des organismes internationaux, dont l'ACDI.

Selon Philippe Demers, agronome québécois dans la mi-cinquantaine qui gère cette initiative depuis cinq ans, les 30 000 familles qui peuplent la vallée pourraient facilement doubler, voire tripler, le rendement de leurs rizières. Les riziculteurs haïtiens ne pourraient pas combler tous les besoins du pays, faute de terres adéquates, mais bien secondés, ils pourraient faire passer la production de 100 000 à 200 000 tonnes par année, assure l'agronome. «Et ainsi couvrir la moitié des besoins d'Haïti», dit-il. À preuve, avant le séisme, en 2008-2009, la production nationale avait augmenté de quelque 30 000 tonnes, grâce à un

programme de subvention des engrais de 15 millions de dollars du gouvernement Préval.

Chaque année, le pays le plus pauvre des Amériques dépense entre 500 et 600 millions de dollars pour acheter du riz américain. Si une petite portion de cette facture était destinée à aider les paysans, Haïti serait moins vulnérable aux soubresauts du marché international. Cette stratégie permettrait aussi de désengorger Port-au-Prince, devenue un enfer sur terre. Faute d'emplois en région, les quelque 800 000 sinistrés qui avaient fui la capitale au lendemain du séisme y sont retournés, entre autres pour bénéficier de l'aide alimentaire distribuée dans les camps supervisés par des ONG.

«Depuis 30 ans, nous avons injecté des dizaines de millions de dollars dans la vallée de l'Artibonite pour développer la production de riz», dit Gilles Damais, représentant de la Banque interaméricaine de développement (BID) en Haïti, rencontré dans l'Artibonite. En se promenant dans la vallée, toutefois, on voit peu de traces de ces investissements...

La seule usine de transformation de riz, Deseaux, est digne d'un décor du film *Mad Max*. «L'entreprise a été "déchouquée"

En 2008...

En 2008, le président Préval avait adopté un plan d'urgence, financé par la communauté internationale à hauteur de 30 millions de dollars. Ce plan, qui consistait à dédommager une poignée d'importateurs de leurs pertes par rapport au prix mondial, avait permis d'écouler le riz accumulé dans les entrepôts de Port-au-Prince à un prix abordable. Et du coup, d'acheter la paix sociale.

Les agriculteurs de la vallée de l'Artibonite, le grenier d'Haïti, manquent de tout: machinerie, engrais, crédit.

[mise à sac, en créole] en 1986 par une population enragée contre le dictateur Duvalier», explique Joseph Éluclien, gérant de l'usine. Seule une petite partie du bâtiment délabré fonctionne encore. On y produit des semences de riz, qui sont distribuées aux paysans par l'Office de développement de la vallée de l'Artibonite (ODVA), l'équivalent d'une société de la Couronne au Canada.

«Où est passé tout l'argent de l'aide internationale?» demande Benjamin Francklin, lui-même un ancien directeur de l'ODVA, qui, à 65 ans, brigue un poste de sénateur pour représenter la vallée de l'Artibonite.

À bord de sa jeep, cet homme au physique de vieux lutteur me fait visiter les environs du village de Pont Sondé, à l'entrée de la vallée. Les canaux d'irrigation sont bouchés par des monticules de terre, des bouteilles, des sacs de plastique... Une partie des rizières est envahie par des mauvaises herbes hautes comme de la canne à sucre. Et bien que la région soit le foyer de l'épidémie de choléra, des hommes se baignent dans les canaux, tandis que des femmes y lavent le linge. À mots à peine couverts, Francklin dit regretter l'époque de Jean-Claude Duva-

PHOTOREPORTAGE
Les producteurs de riz de la vallée de l'Artibonite.
lactualite.com/photoreportage



RODRIGO ABD / AP / LA PRESSE CANADIENNE



TOM MYERS / AGSTOCK IMAGES / CORBIS

La force des rizières américaines

Pas moins de 10 000 producteurs américains cultivent du riz en inondant leurs terres dans trois États longeant le Mississippi: le Missouri, l'Arkansas et la Louisiane. Il se produit du riz également en Californie et au Texas. Les agriculteurs américains sont les plus mécanisés de la planète. Le petit grain blanc est semé en grande partie par avion. Et il est récolté par des moissonneuses-batteuses capables de dévorer 30 hectares par jour. Les rendements de riz américains, plus de sept tonnes métriques à l'hectare, sont parmi les plus élevés au monde, résultat d'une génétique poussée et d'une gestion serrée de l'eau et des engrais. Le riz américain est exporté dans 116 pays. Haïti est le troisième marché en importance, après le Japon et le Mexique. Quatrième exportateur mondial, les États-Unis affrontent les superpuissances rizicoles que sont l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande et le Viêt Nam.

(Sources: USDA, USA Rice Federation et FAO.)

«Le prix de dumping du riz américain sabote notre gagne-pain!» dénonce un riziculteur.

lier, où «une police des eaux» s'assurerait que le liquide coulait limpide dans les canaux d'irrigation.

Les riziculteurs rencontrés dans la vallée disent manquer de tout: de machinerie, de crédit, d'engrais. Les fertilisants «subventionnés» sont vendus en ce moment au triple du prix, disent-ils. Ces paysans sont prêts à payer l'ODVA pour l'entretien des canaux d'irrigation, à condition d'avoir du service, car sans eau, pas de culture de riz.

«L'ODVA est devenu un instrument politique corrompu», dit son ancien directeur.

Serge Milius, l'actuel directeur général de l'Office de développement de la vallée de l'Artibonite, n'a répondu à aucun de mes quatre appels. Je me suis donc rendu au siège principal, à Pont Sondé, où, à part deux ou trois petits bâtiments d'un étage, je n'ai vu qu'un immense parc à ferraille. Des dizaines de pelles mécaniques et de tracteurs dégingués y sont entreposés. Plus d'une centaine de rotoculteurs neufs, un don récent du gouvernement taïwanais, rouillent dans la cour «en attendant d'être distribués», selon un employé. Pas de trace de Serge Milius.

Le 1^{er} février dernier, à l'hôtel Kariko, une chic station balnéaire à environ deux heures de Port-au-Prince, presque à l'entrée de la vallée de l'Artibonite, Joanas Gué, ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, rendait public un projet de loi visant à relancer la production agricole du pays. «Nous visons à créer un milieu



Photo : Charles-Henri Debeur

Célébrons la vie

Participez à une marche unique et festive pendant une nuit très spéciale réunissant survivants, combattants, parents et amis qui ont à cœur de vaincre le cancer. Inscrivez-vous en visitant le relaispourlavie.ca

Le Relais pour la vie de la Société canadienne du cancer : l'événement qui a le plus d'impact contre tous les cancers.

facebook.com/sccquebec

INTERNATIONAL HAÏTI : L'ESCLAVE...

propice pour attirer des investissements afin de constituer entre autres des filières de production de riz, de pommes de terre, d'ignames. Et de moins dépendre des importations», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse.

En coulisse, de nombreux observateurs doutent du réalisme du plan du ministre Gué, entériné par Ottawa et Washington. Ce plan de près de 800 millions de dollars, financé par la communauté internationale, envisage de taxer les importations de riz américain pour favoriser celui de l'Artibonite. Cette mesure

ferait augmenter le prix du petit grain blanc et déclencherait illico des émeutes. Il faudra voir ce que le gouvernement fraîchement élu de l'ex-chanteur-vedette Michel Martelly décidera de faire...

Par ailleurs, ce plan d'investissement, sans réforme agraire, serait condamné d'avance, croit Bernard Éthéart, directeur de l'Institut national de la réforme agraire (INARA), qui tente de gérer les conflits dans la riche vallée de l'Artibonite. « Pas un paysan ni un homme d'affaires

ne vont investir sur leurs terres ou dans une entreprise agro-alimentaire tant que la question de la propriété foncière ne sera pas réglée », dit-il.

Les petits paysans cultivent des terres de propriétaires partis à Port-au-Prince ou qui ont quitté Haïti il y a 10, 20 ou 30 ans. Entre-temps, de nombreux titres de propriété ont été délivrés sur ces terres subdivisées, souvent pour une même parcelle ! Cela occasionne des conflits meurtriers, et les canaux d'irrigation se teintent de rouge sang. Bernard Éthéart estime qu'on devrait profiter de la situation créée par le tremblement de terre pour mettre fin à l'anarchie qui règne partout au pays.

Un petit commerçant de riz, qui préfère garder l'anonymat parce qu'il craint des répercussions pour son commerce, lui qui tente de créer un marché national, doute aussi du discours de ses élus. « Pour assurer notre souveraineté et notre sécurité alimentaire, il faut du courage politique ! La vérité, c'est que notre élite trouve plus facile d'importer du riz américain et, à chaque crise, de compter sur l'aide humanitaire. Celle-ci fait de nous des mendiants internationaux et empêche notre développement économique », affirme-t-il. ☒

Aider... avec du riz haïtien

La majorité de l'aide alimentaire américaine envoyée à Haïti est constituée de riz. Cette aide, qui compte pour 6 % de la production nationale, a doublé après le séisme, selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA). L'organisation juge cette aide pernicieuse, parce qu'elle nuit au développement de la production de riz haïtien. Des ONG substituent d'ailleurs le riz haïtien au riz américain pour mieux aider le pays. C'est le cas d'Oxfam, qui intègre du riz local dans la fabrication de 10 000 troussees alimentaires distribuées dans les cantines scolaires et les camps. Le fournisseur d'Oxfam est Racpaba, une microentreprise qui regroupe sept coopératives d'agriculteurs à Petite Rivière de l'Artibonite. L'argent de la diaspora haïtienne de Montréal, de Miami et de New York sert aussi à acheter du riz de la vallée. « On le distribue aux membres des familles éprouvées par le séisme à Port-au-Prince et partout au pays », explique Lanière Saint-Jean, coordonnateur du réseau.